

Bénédicte Linard

« Je ne pourrais pas ne pas être engagée »

Nouveau ministre de la Culture, de la Petite enfance, des Droits des femmes, de la Santé et des Médias, Bénédicte Linard est d'abord une femme marquée par ses valeurs. Si, à, 43 ans, cette élue Écolo a accepté ces hautes responsabilités politiques, c'est au nom de son souci pour l'humain. Et pour poursuivre les engagements qui ont marqué toute sa vie, de son enfance anderlechtoise à son échevinat à Enghien, en passant par son job de prof à l'Institut des sœurs de Notre-Dame, rue de Veeweyde.

– Il y a quelques années, vous aviez déclaré que ce qui comptait pour vous était l'enseignement, et que la politique ne serait qu'un passage dans votre existence. Maintenant que vous voilà ministre de la Fédération Wallonie-Bruxelles, diriez-vous encore la même chose ?

–J'ai toujours voulu m'engager dans des combats. Être enseignante était pour moi une forme d'engagement. Dans mon école, j'étais directement impliquée dans des projets concrets. Un groupe menait des actions en faveur de la Birmanie ; des élèves et des enseignants portaient des projets de solidarité avec les plus précarisés. En tant que coordinatrice des voyages des quatrièmes, je proposais aux jeunes d'expérimenter des activités qu'ils ne connaissaient pas et de rencontrer des personnes qu'ils n'auraient jamais pu croiser : des migrants, des réfugiés, des personnes travaillant dans des ONG... Au fil du temps, je me suis prise au jeu de la politique, en me disant qu'elle pourrait peut-être aussi être un outil d'engagement. Aujourd'hui, j'en suis sûre : elle est un moyen et non une fin en soi. À un moment, avec cette envie d'engagement politique afin de faire changer la société, je me suis retrouvée face à un manque de temps. J'ai alors fait le choix de plutôt aller vers la politique. Cela fait dix ans que je n'ai plus enseigné. Je me suis construit un bagage en politique et j'ai porté mon engagement à ce niveau. Ces quatre dernières années, j'étais échevine à Enghien, chargée de matières en lien avec les relations interpersonnelles, le développement personnel et le collectif. Une autre manière de porter mon engagement. Aujourd'hui mon parcours m'amène à un poste ministériel. Je ne sais pas où je serai dans dix ans. Peut-être plus du tout en politique. Mon objectif n'est pas d'y faire carrière mais, dans ma vie, de pouvoir porter des engagements et essayer d'améliorer un peu le monde et le quotidien des gens qui le peuplent.

Je ne pourrais pas ne pas être engagée, cela me paraîtrait dingue.

– D’où vous vient cette volonté de vous engager ?

– Il y a bien sûr une question de tempérament et de préoccupations personnelles, mais je ne peux pas faire l’impasse sur l’apport de mes parents. Mon papa, qui, jeune, avait choisi d’accomplir un service civil, et était actif dans une ONG. Grâce à lui, les questions des relations Nord-Sud et des inégalités peuplaient mon quotidien. Ma maman, infirmière, était enseignante dans une école technique et professionnelle de Cureghem, quartier précarisé d’Anderlecht. Les élèves y vivaient des choses pas toujours faciles. Inévitablement, cela vous bâtit une vision du monde qui donne envie soit de s’enfuir, soit d’y mettre sa patte. J’ai aussi passé dix ans au patro d’Anderlecht, puis j’ai été animatrice chez les scouts. À quinze ans, j’étais déjà animatrice. Les mouvements de jeunesse ont forgé ma vision de certaines valeurs, comme la solidarité ou la coopération, qui se vivent là concrètement. On s’y retrouve avec d’autres jeunes, on construit des choses ensemble... Je suis imprégnée par ces valeurs qu’on partageait dans ma famille et que j’ai retrouvées partout au cours de ma vie d’adulte.

– Cependant, vous n’avez pas accompli des études sociales...

– Dès la ma troisième humanités à l’Institut des sœurs de Notre-Dame, rue de Veeweyde,, je savais que je serais enseignante, car je me sentais assez douée en pédagogie. J’ai donc étudié les langues romanes, d’abord à l’université St-Louis (Bruxelles), puis à Louvain-la-Neuve. À St-Louis, l’engagement est vite revenu, dans le mouvement étudiant. Présidente des étudiants de cette université, j’ai milité avec ma copine Émilie Hoyos pour que nous puissions rejoindre la FEF, la Fédération qui commençait alors à regrouper tous les étudiants. J’y ai croisé Gregor Chapelle et, avec une équipe, nous avons ensuite dirigé la FEF. C’est à St-Louis que j’ai appris que, à Bruxelles, j’habitais du « mauvais côté » du canal. Pour moi, j’habitais simplement Anderlecht. Et j’en étais-et en suis encore- très fière.

– En sortant de l’UCL, votre idée est de vous installer au Québec. Pourquoi ?

– Avec mon mari, nous avons visité la « Belle Province » pendant nos vacances, et on avait apprécié. On s’est alors dit : on est jeunes, n’est-ce pas le moment de tester quelque chose ? Nous avons décidé de faire le parcours de l’immigration choisie proposé par le Canada. Pour le Québec, étant jeunes, en couple, francophones, et avec un mari

informaticien, nous avons tous les points les plus hauts pour être retenus. Et cela a été le cas...

- *Partir comme cela paraît un peu fou...*

- On vend tout, on donne ce qui reste, on part sans rien, avec trois malles et deux valises. Et on découvre. Une connaissance nous a logés, puis j'ai postulé et je suis tombée par hasard dans le milieu du cinéma. J'ai été l'adjointe des patrons maison de production. La productrice était la femme du réalisateur Denis Arcand, qui tournait alors *Les Invasions barbares*. Passionnant ! J'ai découvert un monde que je ne connaissais pas

Nous sommes ensuite revenus par choix, notamment parce que nous étions devenus parents et que les racines familiales étaient loin. Mais quel que soit l'âge, si certains hésitent, je les encourage à essayer la même chose que nous. On n'a qu'une vie, profitons-en. Faire des expériences, des découvertes, cela vaut la peine !

- *Pour la première fois, au Québec, vous n'étiez pas engagée...*

- Si, j'étais engagée dans un projet de vie : réussir mon intégration dans un pays proche culturellement et linguistiquement, mais où ce n'est pas si facile. Il faut en effet tout recréer, alors que les modes de fonctionnement ne sont pas identiques...

En revenant du Québec, j'ai été enseignante de 2003 à 2009 dans l'école où j'avais été élève. Une école générale avec quelques options techniques qui m'a permis d'enseigner plusieurs matières, mais essentiellement le français. J'ai aussi donné des cours de religion.

J'étais jeune maman, et je trouvais que mon projet d'être maman et enseignante n'était déjà pas mal. Nous avons acheté une maison à Enghien.

- *Pourquoi Enghien ?*

- Pas par choix spécifique mais, avec mon mari, nous voulions habiter une maison avec jardin. Ce qui est difficile à trouver à Bruxelles quand on est jeune. Nous sommes donc sortis de Bruxelles. Pour des questions de langue, nous n'avons pas voulu habiter en Flandre. Côté wallon, après Anderlecht il y a Tubize puis Enghien. Je suis très heureuse d'avoir découvert cette ville, et j'y suis très ancrée. Cette localité a la particularité d'être à facilités linguistiques pour les flamands. Il y a là un mélange de cultures et de langues harmonieux, vraiment très agréable.

Parfois, les Bruxellois ne savent rien de la Wallonie et vice-versa. J'aime beaucoup le côté hybride de cet alliage d'avoir vécu une moitié de ma vie d'un côté et l'autre moitié de

l'autre. Cela constitue un plus dans mon parcours, notamment comme ministre de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Je connais un peu les deux réalités régionales, mais aussi par exemple celle de la ville et celle de la campagne.

– Où en êtes-vous alors avec vos engagements ?

– En 2007, mon aîné a 6 ans et le plus jeune 4 ans. Tout en étant encore dans l'enseignement, je ressens le besoin de porter un peu plus loin mon engagement écologique, et je commence par les rencontres écologiques d'été d'Écolo. Ce que j'y ai vécu m'a parlé. Il y avait là quelque chose qui se passait en matière de collaboration, d'intelligence collective... qui n'existe pas à ce point-là dans d'autres partis. Une façon de travailler et de porter un idéal qui est très enthousiasmante. Deux mois après, je rejoignais la section locale d'Écolo d'Enghien. Et en 2009 je me présentais pour la première fois aux élections régionales, comme suppléante.

– Qu'est-ce qui vous avait amené à l'écologie ?

– Mes parents étaient proches d'Écolo, mon parrain aussi. J'avais déjà entendu parler de ce parti, et je me sentais proche des valeurs écologistes de justice sociale, de solidarité et de préservation du milieu dans lequel on vit, de l'environnement et donc de la santé. Je savais qu'un jour je m'engagerais probablement à Écolo. Parce qu'on partage les mêmes valeurs, j'en ai beaucoup parlé avec Gregor Chapelle, qui lui avait choisi d'aller au PS.

– Comment passe-t-on d'un engagement militant local à membre du Parlement régional ?

– J'avais envie de faire mes armes sur le côté politique en Wallonie. J'ai donc d'abord été engagée par le cabinet du ministre Nollet. Cela m'a préparé à une éventuelle fonction de député. J'adore apprendre. C'est aussi pour cela que je change tous les dix ans, car j'ai envie d'apprendre de nouvelles choses. Du coup, je me mets alors au service d'un idéal et donc des citoyens. C'est un donnant-donnant. Comme député, on a moins de moyens d'action concrets qu'à l'échelon local, et cela se voit moins concrètement au quotidien. Mais le travail est tout aussi important. Le rôle d'un député n'est pas seulement de siéger dans une commission, mais d'amener des propositions et pas seulement de poser des questions de contrôle de l'action du gouvernement. Plus être le relai de la société civile.

– Et votre nouveau poste de ministre ?

– Avant les dernières élections, en vertu de ma fonction d'échevine à Enghien, je siégeais au Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces. Les élections se passant bien, je savais que j'allais à nouveau siéger au Parlement de Wallonie, et je me préparais à me préoccuper des questions d'enseignement. Lorsque commencent les négociations pour la formation du gouvernement, j'y participe en fonction de l'expertise que j'avais gardée sur ce dossier. Mais la personne de première ligne à ce sujet, ma collègue Barbara Trachte, devient secrétaire d'État à Bruxelles. Il fallait la remplacer au pied levé. Deux jours après sa désignation, je partais pour une journée de quinze heures de négociations. Que j'ai portées jusqu'au bout. Il y avait donc du sens à ce que l'on m'attribue un ministère, d'autant qu'on veillait à ce que, parmi les ministres, il y ait des femmes, et pas seulement des hommes.

Une nouvelle fois, à l'origine je n'étais pas choisie pour ce poste et j'ai fini par l'avoir suite à des circonstances particulières que je n'avais pas imaginées au départ.

– Pas frustrée de ne pas avoir l'enseignement ?

– Mais je suis vice-présidente de la Fédération ! Non, je suis très heureuse de mes compétences ministérielles. Elles ont toutes un lien avec des leviers possibles, entre autres pour la préservation de la démocratie et la lutte contre les inégalités. J'embrasse ce portefeuille avec beaucoup de plaisir et d'enthousiasme. De toute façon, on ne sait pas tout faire. Avec mes deux collègues qui ont des compétences sur l'enseignement, nous avons décidé de travailler ensemble, car il y a des liens forts entre nos matières. Par exemple à propos de l'éducation aux médias. Elle devient indispensable pour vivre dans le monde actuel. Notre démocratie vacille. Le développement de l'esprit critique est en recul, parce que les gens sont confrontés à de nouveaux outils. Et le problème touche toutes les générations. Il faut donc aborder cette question de manière collaborative. Toute ma vie professionnelle m'a démontré qu'on est bien plus efficaces quand on travaille ensemble.

– Vous êtes ministre des médias, de la culture, de la santé...

– ... et du droit des femmes ! Cette compétence me tient fort à cœur. C'est la quatrième, elle apparaît peu parce qu'elle n'est pas dotée de gros budgets spécifiques, mais elle est transversale. Depuis que je suis ministre, je mesure l'étendue des besoins à ce propos dans les différents secteurs où je vais travailler. On a évolué au cours de ces dernières années, mais on est actuellement dans un momentum. Un moment où les femmes sont prêtes et où les hommes sont beaucoup plus prêts à

donner aux femmes la place à laquelle elles ont droit. Parfois, comme en politique, il faut passer par des mesures contraignantes, comme imposer des quotas. Parfois pas. Je vais aussi investir au maximum dans la prévention des violences faites contre les femmes. Puis j'ai aussi comme portefeuille celui la petite enfance et, dans ce dossier, j'ai récupéré la compétence sur les droits de l'enfant, qui relevait d'habitude du ministre président. Là aussi, il y a des choses à faire, par exemple pour les enfants qui se trouvent en Syrie.

– Vous avez déjà pris position sur ce dossier...

– Je n'aime pas être dans des zones de confort. Donc si je dois en sortir et peut-être devoir en prendre pour mon grade, ce n'est pas grave, à condition que j'ai pu faire mon boulot correctement. Quand j'ai pris position sur le rapatriement des enfants belges qui sont en Syrie, j'ai reçu des messages racistes, des réactions fortes... J'ai une carapace, cela me passe vraiment au-dessus de la tête. Mais, à côté de cela, ce message a été entendu. Il était important de réaffirmer que la vie d'un enfant est sacrée. On ne joue pas avec cela. On doit se donner les moyens de rapatrier ces enfants et leurs mamans. Je n'exonère pas les mères de leurs devoirs et de leurs responsabilités. Mais, pour ces enfants, qui ont entre zéro et cinq ans, la mère est le seul lien affectif. Il serait inimaginable de les faire revenir sans elles. Je suis engagée par rapport au monde qu'on veut laisser à nos enfants, mais je me demande aussi quels enfants ont veu laisser à notre monde. Abandonner des enfants dans des camps est inhumain. Ne faut-il pas leur donner l'occasion de reprendre une place dans une vie normale ?

– Il y a d'autres domaines où vous pourriez sortir de votre zone de confort ?

– En sortir est accepter de ne pas perdurer dans une voie parce qu'on a toujours fait pareil. Il faut oser ne pas fermer les yeux, se poser des questions et décider, après un travail de concertation, pour améliorer les choses. Un autre dossier 'chaud' de ce type concerne l'avenir de Point Culture, les anciennes médiathèques. J'aurais pu fermer les yeux, car Point Culture est une ASBL et donc n'est pas mon problème. Ou alors, je pouvais me demander comment trouver une solution, en me mettant au service de cette institution. Garantir l'accès à la culture est important. Comme chantier, on pourrait aussi parler de la publicité à la RTBF, ou des relations avec les grands groupes américains qui règnent sur la communication, touchent quotidiennement tous les Belges, mais ne sont régis par aucune législation belge...

– Chez Écolo, certains ne cachent pas leurs convictions philosophiques ou religieuses. Et vous ?

– La richesse d'Écolo est de pouvoir compter sur des gens aux profils diversifiés, mais qui se retrouvent tous autour d'un même objectif et d'un même idéal. Personnellement, mes convictions sont surtout empreintes de valeurs, qui régissent tant ma vie privée que professionnelle. Une de ces valeurs est l'ouverture. Une partie de ma famille est de convictions catholiques. Je ne partage pas ces convictions religieuses. Je n'ai pas de convictions religieuses à proprement parler. Mais nous partageons tous les mêmes valeurs. Nos deux mondes se rencontrent régulièrement, et de manière très positive.

– Mais vous avez une culture, une éducation religieuse, et vous avez été professeur de religion..

– Bien sûr, j'ai une culture chrétienne. Jeune, j'ai entamé un parcours dans le monde catholique. Mais je ne suis pas croyante. J'en ai informé les autorités du diocèse quand on m'a demandé de donner des cours de religion, en précisant que je partageais des valeurs humanistes, proches des valeurs chrétiennes, mais sans être croyante. J'ai eu blanc-seing pour donner cours. Le programme de religion en secondaire est très intéressant de ce point de vue. En donnant ce cours, je ne me sentais ni trahie, ni en train de trahir quoi que ce soit.

– Vous interrogez-vous de temps en temps sur le sens de la vie ?

– Régulièrement. Je suis profondément humaniste. La question du sens est au cœur de mon engagement. On est tous sur terre pour quelque chose. Si j'y suis, c'est pour améliorer le quotidien des uns et des autres. Là se trouve pour moi le sens de la vie : en même temps prendre sa part de responsabilité face au devenir du monde et profiter de l'existence. En y trouvant du plaisir. Cela balise tout le champ de mon action, que ce soit au quotidien avec mes enfants, dans mes activités professionnelles ou dans mes relations avec les gens. On a tous une raison d'être là, et on doit aussi pouvoir rendre ce que l'on reçoit.

– À quoi jugerez-vous que votre aurez réussi votre vie ?

– Je ne jugerai pas. Je prends les choses comme elles viennent. J'assume mes responsabilités et, en même temps, je retire beaucoup de plaisir de ce que je fais. Je ne suis pas très à l'aise avec la fin de vie, moment où on jugerait son existence. Je préfère travailler au quotidien sur tout ce sur quoi j'ai prise.

- Pas à l'aise avec la fin de vie ?

- La vie passe trop vite. La mort ne me met pas mal à l'aise, mais bien la vieillesse. Je suis quelqu'un qui bouge tout le temps, mets beaucoup d'énergie dans de nombreuses choses... J'ai peur d'un jour perdre une partie de cette énergie.

- Que vous redoutez le plus ?

- La souffrance. Surtout celle de mes enfants, de ma famille. J'ai une grande famille, et des relations familiales fortes. On est tous très proches. La souffrance de l'autre peut faire très mal. C'est une des choses qui me touche le plus, car l'empathie fait partie de ce que je suis. Parfois, cela peut être une bonne chose. À d'autres moments, c'est beaucoup plus compliqué à gérer. Si je m'engage, c'est aussi à cause de la souffrance.

Entretien : Frédéric ANTOINE et Paul FRANCK